

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule Déchets
Cité administrative, Bât. D
19 rue de Ciron, 81013 ALBI Cedex 9

Albi, le 3 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 4 mai 2022

Contexte et constats

Publié sur



SEVIA (ex SRRHU)

lieu dit L'Estrade Basse
81660 BOUT DU PONT DE LARN

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 mai 2022 dans l'établissement SEVIA implanté lieu dit L'Estrade Basse à 81660 BOUT-du-PONT-de-L'ARN. L'inspection a été annoncée le 19 avril 2022.

Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site : <https://www.georisques.gouv.fr/>

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVIA
- lieu dit L'Estrade Basse - 81660 BOUT DU PONT DE LARN
- Code AIOT dans GUN : 0006802338
- Régime : Autorisation
- IED - MTD

La société SEVIA exerce depuis le début des années 2000 à Bout-du-Pont-de-l'Arn une activité de collecte et de transit d'huiles usagées. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 novembre 2017.

Suite à une évolution de la nomenclature en 2010 et à l'entrée en vigueur de la directive « IED », le site relève désormais des rubriques 2718 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) et 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux).

Le site dépend de l'agence SEVIA de Saint Alban (Haute-Garonne) qui assure la gestion des stocks d'huiles usagées, il n'y a pas de personnel à demeure, les livraisons et les enlèvements sont réalisés par les chauffeurs de camion.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité des déchets : registre des entrées et sorties année 2020 et 2021,
- Gestion et qualité des eaux de rejet, autosurveillance GIDAF,
- Organisation et état généraux du site,
- État, entretien et maintenance des équipements.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Leur synthèse est la suivante :

a) Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Avis inspection
Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 7.2.3	Mise en demeure, déchets

b) Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Avis inspection
Équipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 1.6.3	Susceptible de suites
Surveillance des eaux souterraines	Idem, article 8.2.2	Idem

c) Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Avis inspection
Consistance de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 1.2.3	Conforme
Cessation d'activité	Idem, article 1.4.1	Observation
Entretien et conduite des installations	Idem, article 4.4.4	Conforme
Valeurs de rejet	Idem, article 4.4.8	"
Registre déchets entrants et sortants	Idem, article 5.1.6	"
Contrôle des accès	Idem, article 7.1.4	"
Rétention et confinement	Idem, article 7.4.1	"
Analyses et transmission de l'autosurveillance	Idem, article 8.3.1	"

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que l'installation de stockage des huiles usagées ne soit plus utilisée depuis avril 2020 et que, selon l'exploitant, le marché actuel ne permet pas d'envisager son utilisation dans les mois prochains, le site est entretenu et en bon état général.

Concernant le résultat de la visite, une non-conformité et deux constats susceptibles de suite ont été relevés. Ces faits sont détaillés dans les fiches de constats ci-après.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Consistance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Organisation du site
<p>Prescription contrôlée : L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 bâtiment de 160 m² réservé au matériel - 4 cuves de stockages de 60 m³ positionnées sur une rétention d'une surface de 180 m² et d'un volume de 240 m³, - une aire de chargement et déchargement permettant le dépotage des huiles usagées récupérées dans les cuves citées ci-dessus et leur chargement lors des envois pour élimination. <p>Le reste du site est occupé par la voirie d'accès et par des espaces verts. [...] Les déchets dangereux admis dans l'installation de transit sont les huiles usagées de moteurs, de boîtes de vitesses et de lubrification relevant des codes 13 02 04*, 13 02 05*, 13 02 06*, 13 02 07*, 13 02 08*.</p> <p>La zone de chalandise du centre de transit SEVIA est composée des départements du Tarn (81), de l'Aveyron (12) et de l'Hérault (34)</p>
<p>Constats : Ce dépôt est constitué de 4 cuves de 60 m³ numérotées C107 à C110.</p> <p>La cuve C109 étant inutilisée depuis 2018, la capacité de stockage de l'installation est de 180 m³.</p> <p>Lors de l'inspection, toutes les cuves étaient vides.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 1.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation activité
Prescription contrôlée : La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, cas de force majeure.
Constats : L'exploitation n'a pas été utilisée comme unité de stockage des huiles usagées depuis avril 2020, date des derniers mouvements de déchets sur le site.
Observations : L'exploitant devra se prononcer sur le maintien de son activité de stockage sur ce site et informer l'inspection de la poursuite de l'activité en la motivant. A l'inverse, toute cessation d'activité fera l'objet d'une déclaration auprès des services concernés : préfecture et inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Équipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 1.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Équipements abandonnés
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
Constats : Tel qu'abordé à l'article 1.2.3 supra, la cuve C109 est hors service, des brides ont été installées au niveau des raccords afin d'empêcher tout remplissage. Bien que cette cuve C109 ne soit plus utilisée depuis 2019, l'exploitant n'envisage pas son enlèvement.
Observations : L'installation a été très peu utilisée en 2019 et 2020 et n'a plus été utilisée depuis avril 2020. L'exploitant doit, sous le délai de 15 jours, justifier à l'inspection l'incompatibilité manifeste des conditions d'exploitation actuelles avec le démantèlement de cette cuve C109. Dans le cas contraire, l'exploitant procédera à son enlèvement dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Entretien et conduite des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 4.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs adéquats permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an.</p> <p>Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation, non utilisée depuis avril 2020, ne présentait aucune trace de pollution en surface au moment de la visite.</p> <p>L'ouvrage de séparation a été nettoyé par SARP-OSIS d'Albi le :</p> <ul style="list-style-type: none">- 5 mars 2021 : 0,5t de boues (code 13 05 08*), traitement D9- 6 janvier 2022 : idem. <p>Les BSD ont été consultés : RAS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Valeurs de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 4.4.8
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux de rejet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans le milieu naturel les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Paramètre & Concentration maximale : <ul style="list-style-type: none">- MES : 35 mg/l- DCO : 30 mg/l- DBO : 30 mg/l- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l- Métaux totaux (Mn, Fe, Co, Ni, Cu, Zn, Ag et Pb) : 15 mg/l- PCB < seuil de détection analytique
Constats : les analyses ne font pas apparaître de dépassement des VLE. 1 - Prélèvement du 1 octobre 2020 (dossier n°201001-26841-02) en sortie de débourbeur-déshuileur : <ul style="list-style-type: none">- pH : 8- MES : 15 mg/l- DCO : < 15 mg/l- DBO : < 2 mg/l- Hydrocarbures totaux : < 0,5 mg/l- Métaux totaux (Mn, Fe, Co, Ni, Cu, Zn, Ag et Pb) : 0,02 mg/l- PCB : < 0,01 µg/l 2 - Prélèvement du 1 février 2022 (dossier n°220201-4061-02) en sortie de débourbeur-déshuileur : <ul style="list-style-type: none">- pH : 6,6- MES : 3,3 mg/l- DCO : < 15 mg/l- DBO : < 2 mg/l- Hydrocarbures totaux : < 0,5 mg/l- Métaux totaux (Mn, Fe, Co, Ni, Cu, Zn, Ag et Pb) : 0,139 mg/l- PCB : valeur max au PCB 153 : 0,02 µg/l
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Registre déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Registres
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.
Constats : L'installation n'est plus utilisée depuis avril 2020, les citernes de stockage sont vides. L'exploitant remet les derniers registres de suivi des déchets, en entrée et en sortie. Entrée 5 avril 2020 : 23,65 tonnes, huiles usagées, 13 02 08*, traitement R13. Sorties 2020 : - 6 janvier (entrée 2019) : 25,8t, destinataire Lafarge-Holcim, transports Jorland, traitement R1 (valorisation), BSD n°SOR-16991-1 ; - 6 avril (entrée 2020) : 23,65t, destinataire Calcia, transports Perguilhem, traitement R1 (valorisation), BSD n°SOR-23695-1. Les registres sont bien renseignés.
Observations : L'installation, au vu du registre des sorties, a été très peu utilisée en 2019 et 2020.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 7.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : Les installations sont clôturées et fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. La clôture est spécifique aux installations de la société SEVIA et délimite le périmètre du site autorisé. Un portail d'accès est mis en place.
Constats : L'installation est entièrement clôturée, la clôture est en bon état. Il existe un portail fermé à clef au niveau de l'installation, et un autre en entrée du site, aux abords de la route principale.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 7.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Équipements incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;- de plusieurs extincteurs répartis sur le site, bien visibles et facilement accessibles, adaptés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.- d'une réserve de 1 m³ d'émulseur de classe I, filmogène sur le site. L'exploitant doit s'assurer de la compatibilité de l'émulseur qu'il utilise avec celui utilisé par les pompiers ;- d'un poteau incendie d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implanté de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont la prise de raccordement est conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. [...]
Constats : Deux extincteurs sont installés sur le site : un extincteur à poudre ABC de 6kg posé sur cadre, et un autre de 50kg sur roulettes, à poudre ABC. Ils sont à proximité immédiate de la zone de dépotage et des cuves. L'exploitant ne dispose pas sur son installation d'une réserve de 1 m ³ d'émulseur de classe I filmogène. Un poteau d'incendie est situé en bord de route (distance > 100 m).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure – délai : 2 mois

Nom du point de contrôle : Rétention et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 7.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aucun rejet ne sera réalisé dans le sol ou le sous-sol. Le seul risque de pollution des sols et des eaux souterraines est un déversement accidentel ou une fuite. Pour prévenir ce risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les produits seront stockés sur rétention ; - lors des opérations de chargement/déchargement, la vanne de l'aire de dépotage est fermée. L'aire est conçue pour permettre la rétention du volume du plus grand camion ou de la plus grande citerne de livraison . Dans tous les cas ce volume de rétention ne sera pas inférieur à 10 m³ ; - l'ensemble des aires de circulation et de stockage sera imperméabilisé. <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>[...]</p> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>[...]</p> <p>Les réservoirs fixes de stockage des huiles usagées sont munis de jauges de niveau. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable à tout moment et fait l'objet d'un examen visuel tous les 6 mois. Les vannes de vidange des cuves sont intérieures aux rétentions et cadénassées en dehors des opérations de transvasement.</p> <p>III. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Pour cela, un volume de rétention toujours disponible de 182 m³ existe avec des volumes pouvant être répartis ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un volume de 10 m³ formé par l'obturation de la vanne de l'aire de dépotage, - une cuvette de rétention (sous les cuves de 60 m³) de 144 m³, - une rétention complémentaire à créer d'une capacité minimale de 4 m³. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les cuves sont disposées sur une capacité de rétention d'un volume d'environ 160 m³ (mesurée de l'extérieur, sauf profondeur : 18 x 11 x 0,85m) permettant ainsi d'éviter toute pollution des eaux ou des sols par déversement accidentel d'huiles usagées. Par ailleurs, Les vannes de raccordement sont toutes cadénassées.</p> <p>La zone de dépotage, bétonnée, présente un volume estimé > 10 m³, laquelle comprend la rétention complémentaire.</p> <p>Les rétentions sont équipées de vannes qui maintiennent sur ces zones les eaux polluées en cas d'incident.</p>
<p>Observations :</p> <p>Compte-tenu de la mise hors service de la cuve C109, l'exploitant a ré-évalué dans un courrier du 27 septembre 2019 les volumes nécessaires au confinement des eaux d'extinction. Le volume d'eau à confirmer est de 127,8 m³.</p> <p>En conséquence, il convient de modifier la prescription du IV de l'article susvisé. Un projet d'APC est joint au présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance piézométrique
Prescription contrôlée : L'établissement doit respecter les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- un réseau de surveillance interne au site composé d'un piézomètre en place sur le site de la société SEVIA, en aval hydraulique ;- une fois par semestre au moins, le niveau piézométrique doit être relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe, sur l'ouvrage cité précédemment ;- l'eau prélevée doit faire l'objet de mesures a minima sur les paramètres suivants : pH, température, conductivité, hydrocarbures totaux, PCB.
Constats : L'exploitant n'a réalisé qu'une mesure semestrielle au cours de l'année 2021. Pour expliquer le fait qu'il n'y ait pas eu d'autre mesure sur les eaux souterraines (piézo), il a invoqué un problème d'accessibilité au site indépendant de sa volonté. La dernière analyse réalisée date de février 2022, les résultats sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">- pH : 6,6- température : 8°C- conductivité : 226 µS/cm- Σ Hyd. : 0,05 mg/l- PCB : 0,042 µg/l
Observations : La raison invoquée par l'exploitant pour justifier l'absence d'une seconde analyse semestrielle des eaux en 2021 : changement de la serrure de l'ensemble du site par le propriétaire, n'est pas recevable. L'exploitant prévoit de réaliser 2 autres analyses en 2022 : début juin et fin novembre, analyses dont il transmettra les résultats à l'inspection dès réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Analyses et transmission de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 8.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan autosurveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 8.2, notamment celles de son programme de surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet appelé GIDAF (Gestion informatisée des données d'auto surveillance fréquentes).
Constats : L'exploitant renseigne régulièrement et correctement GIDAF.
Observations : Cf. article 8.2.2 supra.
Type de suites proposées : Sans suites